

PREFET DES COTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service environnement

ARRETE

autorisant l'enlèvement, le transport, la détention et l'utilisation de cadavres d'individus
de l'ordre *Chiroptera* (Chauves-souris) à des fins scientifiques dans le département
des Côtes-d'Armor

Le Préfet des Côtes-d'Armor

VU le livre IV du code de l'environnement, et notamment ses articles L.411-1 et L.411-2, R.411-1 à R.411-14 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté du 23 avril 2007 modifié, fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2016 donnant délégation de signature à M. Pierre BESSIN, directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor ;

VU la demande de dérogation, en date du 26 février 2016, formulée par Monsieur Sébastien PUECHMAILLE enseignant-chercheur à l'université de DUBLIN et Monsieur Frédéric TOUZALIN, vétérinaire, concernant l'enlèvement, la détention, le transport et l'utilisation de cadavres de chiroptères à des fins scientifiques ;

VU l'avis favorable du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (DREAL), en date du 5 avril 2016;

VU l'avis favorable de l'expert délégué faune du Conseil national de la protection de la nature en date du 5 juin 2016 ;

CONSIDERANT que la demande vise à collecter des cadavres de chiroptères en milieu naturel, au centre de soin de la Maison de la chauve-souris de Kernascléden (Morbihan) ou à partir de collectes effectuées par des associations naturalistes disposant de dérogation pour l'enlèvement, le transport et la détention de cadavres de chiroptères à des fins scientifiques ;

CONSIDERANT que MM. Sébastien PUECHMAILLE et Frédéric TOUZALIN disposent de compétences adaptées pour procéder à la collecte, la détention et l'utilisation de cadavres de chiroptères ;

... / ...

CONSIDERANT que les cadavres seront détenus et utilisés au laboratoire d'Évolution Moléculaire et de Phylogénie des Mammifères de l'Université de DUBLIN en vue de réaliser des recherches génétiques sur les chiroptères ;

CONSIDERANT que les travaux de recherches visent à améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie des chiroptères ;

CONSIDERANT que ces opérations n'auront pas d'incidence significative sur l'environnement, et qu'il n'y a donc pas lieu de soumettre la demande de dérogation à la consultation du public, en vertu de l'article L.120-1-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la présente dérogation ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, de la population des espèces concernées dans leurs aires de répartition naturelle ;

SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Identité des bénéficiaires

Les bénéficiaires de la présente dérogation sont Monsieur Sébastien PUECHMAILLE, enseignant-chercheur de l'université de DUBLIN et Monsieur Frédéric TOUZALIN, vétérinaire.

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Les bénéficiaires visés à l'article 1^{er} sont autorisés, conformément au contenu de leur dossier de demande de dérogation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, pour toutes les espèces de l'ordre *Chiroptera* (chauves-souris) présentes en région Bretagne à prélever dans la nature des cadavres, à les transporter, les détenir et les utiliser uniquement à des fins de recherches scientifiques.

ARTICLE 3 : Périmètre de la dérogation

La présente dérogation est valable pour l'ensemble du département des Côtes-d'Armor.

ARTICLE 4 : Durée de la dérogation

La présente dérogation est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 5 : Limitation du dérangement

En cas de prélèvement de cadavres sur des colonies de reproduction dans le cadre des suivis d'ores et déjà menés par des associations naturalistes, les bénéficiaires devront s'assurer que les opérations de collecte de cadavres ne soient pas une source de dérangement supplémentaire s'ajoutant aux protocoles de suivis déjà en place.

Les bénéficiaires devront disposer des autorisations des propriétaires des sites de reproduction et le cas échéant solliciter les autorisations prévues par des dispositions réglementaires particulières telles que des arrêtés préfectoraux de protection de biotope.

ARTICLE 6 : Bilan annuel des collectes

Les bénéficiaires de la dérogation dresseront chaque année, sur la durée de la dérogation visée à l'article 4, un bilan des collectes de cadavres effectuées. Ce bilan devra indiquer le nombre de cadavres collectés par espèce, lieu de prélèvement et mode d'obtention (collecte en milieu naturel ou via une association naturaliste).

Seules les associations disposant d'une dérogation pour la collecte, le transport et la détention de cadavres de chauve-souris peuvent transmettre des cadavres aux bénéficiaires. Le bilan annuel visé au paragraphe précédent devra viser les références des arrêtés préfectoraux de dérogation dont disposent ces associations.

À des fins de traçabilité, les transferts de cadavres entre une association naturaliste et les bénéficiaires devront faire l'objet d'un bordereau édité en double exemplaire, signé des deux parties, récapitulant le nombre de cadavres par espèces et par lieux de prélèvement. L'association et les bénéficiaires conserveront chacun un exemplaire du bordereau. Copie de chaque bordereau sera joint au bilan visé ci-dessus.

Le bilan annuel sera adressé avant le 31 décembre de chaque année à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne.

ARTICLE 7 : Modifications

Toute modification apportée au programme de collecte de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner le non-respect d'une interdiction non visée à l'article 2 doit faire l'objet d'une demande de dérogation dans les formes prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Autres réglementations

La présente dérogation ne dispense en aucun cas les bénéficiaires de solliciter les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par d'autres réglementations.

ARTICLE 9 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions définies au présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés à l'article L.415-1 du code de l'environnement.

Les bénéficiaires sont tenus de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.171-1 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L.171-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 : Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, les bénéficiaires peuvent présenter un recours gracieux après du préfet. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative. Cette décision implicite de rejet peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois.

ARTICLE 12 :

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Brieuc, le **21 DEC. 2017**

P/Le directeur départemental
des territoires et de la mer
et par son représentant
le chef du service

Bernard DIDIER